

FSU

SNPES-PJJ

Syndicat National des Personnels de l'Education et du social

REGION ILE DE FRANCE ET OUTRE MER

Déclaration préliminaire – CTPIR du 28 mai 2010

Hier, jeudi 27 mai 2010, les personnels de la PJJ étaient en grève avec les salariés du public et du privé, pour s'opposer à la réforme des retraites envisagée par le gouvernement.

Cette réforme va à l'encontre de nos revendications d'une réelle contribution des plus hauts revenus, particulièrement des revenus financiers, au système de financement des retraites. Le gouvernement préfère faire payer les salariés et jouer l'opposition public/privé. La poursuite des licenciements dans le privé et le non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partants à la retraite, la politique de stagnation salariale renforcé par les effets de la crise européenne diminuent d'autant plus le financement des caisses de retraite.

En prétextant une crise, à laquelle les Etats européens ont activement participé en faisant le choix du libéralisme, le gouvernement s'en prend toujours aux plus modestes, il démantèle les services publics et fragilise de plus en plus une partie de la population, la plus en difficulté.

Les maires de droite comme de gauche ne cessent de tirer la sonnette d'alarme du délabrement social constaté sur leurs territoires.

A la PJJ, cette politique, accompagnée d'une politique répressive basée sur la contention et la discrimination sociale a pour conséquences principales, la transformation profonde des différents corps de métiers et des missions, ainsi que la fermeture de structures à caractère éducatif au profit d'établissements d'enfermement.

On voit actuellement les limites d'un tel système : nous sommes tous les jours confrontés à un manque crucial de places en hébergement pour des jeunes qui en auraient besoin. Les foyers sont submergés de demandes et sous tension en raison d'un manque de moyens évidents. Mais cela ne suffit pas, c'est au tour des services d'insertion de disparaître : leur fermeture est programmée et leur démantèlement déjà bien entamé.

Mais le contexte général ne doit pas dédouaner notre Administration de sa part de responsabilité. Récemment encore, nos responsables hiérarchiques, par conviction et engagement, par référence à une histoire, démontraient leur capacité à résister à un certain nombre de transformations et savaient par leur prise de positions défendre des valeurs éducatives fondées sur les apports des sciences humaines essentielles à nos professions. Désormais, les personnels entendent que leurs responsables sont dans des stratégies individuelles qui les conduisent à appliquer à la lettre, voir à anticiper des réformes qui ne font sens ni pour les personnels, ni pour les populations prises en charge. Par ailleurs, ces responsables sont si peu confiants en ce qu'ils font qu'ils supplacent à l'autorité, le passage en force et les menaces disciplinaires !

Parler d'une seule et même voix constitue les prémices des régimes totalitaires. L'histoire en a témoigné. Faudrait-il savoir en tirer des leçons ! L'autoritarisme en lieu et place d'argumentaires fondés sur la pensée, décrédibilise notre institution !